



Actualisation
en date du 16 juillet 2008
du RAPPORT ANNUEL
Document de Référence
2007

Déposé auprès de l'Autorité des
marchés financiers le 28 mars 2008
sous le numéro D.08-0169

**LAFARGE**

les matériaux au cœur de la vie

SOMMAIRE

Les chapitres du présent document actualisent les chapitres correspondant du Document de Référence 2007 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 mars 2008 sous le numéro D.08-0169.

2	FACTEURS DE RISQUE	
2.8	Risques de marché	3
2.10	Risques juridiques	3
3	INFORMATIONS SUR LAFARGE	
3.2	Investissements	3
3.6	Assurances	5
4	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET TENDANCES	
4.1	Vue d'ensemble	5
4.2	Résultats opérationnels	7
4.7	Information sur les tendances	16
5	ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION, ET SALARIES	
5.1	Le Conseil d'administration	16
5.2	La Direction du Groupe	18
5.7	Participation des salariés au capital	19
6	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	20
8	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
8.1	Capital social	21
10	LE CONTROLE	
10.1	Commissaires aux comptes	21
	ETATS FINANCIERS AU 31 MARS 2008 (NON AUDITES)	22
	ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES	41



La présente actualisation du Document de Référence 2007 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 juillet 2008, conformément à l'article 212-13-4 de son règlement général. Elle actualise le Document de Référence 2007 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 mars 2008 sous le numéro D.08-0169. Le Document de Référence et son actualisation ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Des exemplaires du Document de Référence 2007 et de la présente actualisation sont disponibles, sans frais, auprès de Lafarge, 61, rue des Belles Feuilles - 75116 Paris, France. Le Document de Référence 2007 et la présente actualisation peuvent également être consultés sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet de Lafarge : www.lafarge.fr.

2 FACTEURS DE RISQUE

2.8 Risques de marché

La sensibilité du résultat consolidé du Groupe à une baisse de 10% des actions Lafarge détenues en propre et des autres titres cotés détenus par Lafarge SA, n'est pas significative.

2.10 Risques Juridiques

Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance à Luxembourg a confirmé la décision de la Commission Européenne imposant à Lafarge une amende de 249,8 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge évalue les suites qu'il entend donner à cette décision. Une provision globale de 300 millions d'euros avait été comptabilisée en 2002 au titre de ce litige et du litige avec le Bundeskartellamt dans le secteur du ciment en Allemagne. En conséquence, Lafarge estime que la décision du tribunal de première instance n'a pas d'effets significatifs sur ses résultats.

La décision du tribunal supérieur de Düsseldorf sur le contentieux en droit de la concurrence dans le secteur du ciment en Allemagne n'est pas attendue avant 2009.

La décision du Bundeskartellamt concernant la procédure en droit de la concurrence en Allemagne dans le secteur de la toiture est attendue courant juillet 2008.

Depuis le 31 décembre 2007, l'une des compagnie d'assurances de notre filiale américaine Lafarge North America Inc., la société American Steamship Owners Mutual P&I Association, a saisi le Tribunal fédéral de l'Etat de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement déclaratif sur le fait que les demandes collectives (*class actions*) déposées en Louisiane suite à l'ouragan Katrina à l'encontre de Lafarge North America Inc. ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à cette action ainsi qu'aux demandes collectives. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur les résultats de ses opérations, sur les flux de trésorerie ainsi que sur sa situation financière.

3 INFORMATIONS SUR LAFARGE

3.2 Investissements

Principales acquisitions récentes

Lafarge acquiert L&T Concrete et devient le leader du béton en Inde (Extrait du Communiqué de presse du 14 mai 2008)

« Dans la droite ligne de la stratégie de développement de son activité Granulats & Béton sur les marchés émergents, Lafarge annonce aujourd'hui l'acquisition de L&T Concrete pour une valeur d'entreprise de 226 millions d'euros. Lafarge acquiert ainsi 66 centrales à béton hautement performantes implantées sur tout le territoire de l'Inde, sur des marchés clés comme Delhi, Kolkata, Mumbai et Bangalore, avec des volumes estimés à 4.1Mm3 en 2008 et une part de marché d'environ 25%. Grâce à cette acquisition, qui sera relative sur le résultat net par action dès 2009, Lafarge devient le leader indien du béton prêt à l'emploi.

Le marché indien du béton prêt à l'emploi, qui n'en est encore qu'à ses débuts, présente un énorme potentiel de croissance et de création de valeur. Le secteur de la construction en Inde est en pleine croissance, soutenue par une forte demande en termes de logements, d'urbanisation et d'infrastructures.

Cette acquisition constitue une étape importante dans la stratégie mise en oeuvre par Lafarge pour développer son activité Granulats & Béton dans les pays émergents. Elle apporte au Groupe une excellente plate-forme pour développer son activité Granulats & Béton sur le marché indien en plein essor, ainsi qu'une équipe très expérimentée.

L'Inde offre un potentiel considérable pour le lancement de produits innovants. Lafarge, qui possède le premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, développe depuis dix ans des bétons innovants et à valeur ajoutée qui contribuent à améliorer les modes de construction et les conditions de travail sur les chantiers. Aujourd'hui, l'un des principaux axes stratégiques de Lafarge est d'accélérer la mise sur le marché des bétons à valeur ajoutée, dans les pays développés et émergents. Lafarge a l'intention d'apporter au marché indien de la construction ses solutions les plus avancées et les plus créatrices de valeur. »

Lafarge acquiert 35% de l'usine de Meftah en Algérie dans le cadre du processus de privatisation (Extrait du Communiqué de presse du 21 juin 2008)

« Lafarge annonce aujourd'hui l'acquisition de 35% de l'usine de Meftah, très bien positionnée sur le marché d'Alger, ainsi qu'un contrat de management d'une durée de 10 ans. Le montant de l'investissement s'élève à 43,5 M€.

Un programme d'investissement sera mis en oeuvre visant à la modernisation de la cimenterie de Meftah, pour porter la capacité de l'usine de 0,8 MT à 1,1 MT d'ici 2010 et améliorer les performances environnementales de l'usine. Ce projet sera accompagné d'un important programme de formation du personnel de l'usine.

Ce développement permettra au Groupe de participer au programme présidentiel de construction de logements et d'infrastructures et de répondre à la très forte demande de ciment pour faire face aux besoins en matière de développement.

Occupant une position de leader en Algérie dans chacun de ses métiers – ciment, granulats & bétons et plâtre – Lafarge poursuit son développement sur ce marché en croissance rapide et à fort potentiel. »

Acquisition de Grupo GLA

Le contrat d'acquisition d'Orascom Cement signé en décembre 2007 prévoyait l'acquisition des 50% détenus par Orascom Cement dans le capital de Grupo GLA en Espagne. Par ailleurs, le 8 février 2008, Lafarge a signé un contrat pour l'acquisition des 50% du capital de GLA restants auprès du partenaire. Ces deux contrats étaient soumis à l'accord de l'autorité espagnole de la concurrence. Celle-ci a donné son accord sur l'acquisition des 50% détenus par Orascom Cement le 14 février 2008 et le 14 mars 2008 pour les 50% détenus par le partenaire. La réalisation de l'acquisition de 100% de GLA (50% détenus par Orascom Cement et 50% du partenaire) a eu lieu concomitamment le 1er avril 2008.

Principales cessions récentes

Cession de la participation de 50% dans la joint venture Lafarge Titan en Egypte (Extrait du Communiqué de presse du 6 mai 2008)

« Lafarge annonce aujourd'hui la cession à Titan de sa participation de 50% dans Lafarge Titan en Egypte pour 330 millions d'euros (incluant une dette d'environ 20 millions d'euros).

La joint venture à 50 / 50 entre Lafarge et l'entreprise grecque Titan - Lafarge Titan Egypte - a été créée en 1999. Elle détient deux cimenteries en Egypte - à Alexandrie et Beni Suef - avec une capacité totale de 3,1 millions de tonnes.

A la suite de cette cession, Lafarge conserve une position de leader dans le secteur des matériaux de construction en Egypte, un marché en forte croissance. Depuis l'acquisition d'Orascom Cement, Lafarge est présent en Egypte à travers le contrôle d'Egyptian Cement Company, qui possède une usine d'une capacité de 10 millions de tonnes de ciment. Lafarge détient également 11 centrales à béton et trois carrières de granulats en Egypte. »

3.6 Assurances

Le Groupe a mis en place un processus de modélisation des risques Evènements Naturels, qui vise à identifier les sites les plus exposés, hiérarchiser les sinistres potentiels en fonction de leur impact financier par événement, pays ou exercice et en fonction de leur probabilité d'occurrence. Parmi les pays où Lafarge est présent, les pays suivants sont considérés en l'état actuel comme présentant un risque Evènements Naturels : Maroc, Algérie, Amérique du Nord, Chili, Grèce, Turquie, Philippines, Indonésie, Bangladesh, Chine et Corée du Sud. Le séisme qui a secoué la région du Sichuan, dans le Sud-Ouest de la Chine le 12 mai 2008 a touché deux cimenteries du Groupe. Les dommages constatés n'affectent pas la structure des installations et les deux cimenteries sont actuellement en cours de réparation avec une reprise partielle de la production. Les frais de remise en état des installations et pertes d'exploitation associées seront couverts par le programme groupe dommages.

4 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET TENDANCES

4.1 Vue d'ensemble

Evènements récents

Lafarge participe à l'aide d'urgence après le tremblement de terre ayant touché la province du Sichuan en Chine (Extrait du Communiqué de presse du 15 mai 2008)

« Pour soutenir l'aide d'urgence, Lafarge a fait don d'1,5 million d'euros aux villes de Dujiangyan et de Mianyang situées dans la Province du Sichuan. Les deux villes ont été durement touchées le 12 mai dernier par un séisme d'une magnitude de 7,8 sur l'échelle de Richter.

Lafarge, présent dans la Province du Sichuan avec ses activités Ciment et Plâtre, déplore une victime parmi ses 16 000 collaborateurs en Chine, tuée par l'effondrement de sa maison. Deux de ses cimenteries – à Dujiangyan et à Jiangyou – sur les 27 usines que compte Lafarge en Chine, ont été touchées lors du tremblement de terre et sont actuellement à l'arrêt. Lafarge met tout en oeuvre pour maintenir ses collaborateurs en bonne santé et redémarrer ces deux usines dès que cela sera possible.

A ce jour, Lafarge héberge et prend en charge plus de 3 000 personnes dans son usine de Jiangyou à Mianyang et plus de 300 personnes à Dujiangyan en leur fournissant vivres, eau, sanitaires et abris temporaires. Dans le même temps, une centaine de collaborateurs participe aux actions menées par les équipes de secours et le Groupe a mis à disposition des véhicules habituellement utilisés dans les carrières afin de dégager les personnes toujours ensevelies sous les décombres et d'assurer le transport de la nourriture dans les zones sinistrées.

Lafarge a lancé une collecte auprès de ses 16 000 collaborateurs en Chine, dont les dons contribueront à aider les employés se trouvant dans les régions touchées, et Lafarge doublera le montant de cette aide.

Bruno Lafont, PDG de Lafarge, arrivé en Chine le lendemain de la catastrophe, a tenu une réunion exceptionnelle à Pékin dès son arrivée. Une cellule de crise constituée de 50 personnes a immédiatement été mise en place par Lafarge, avec l'objectif premier d'aider les collaborateurs et les populations locales, puis de permettre la reprise de l'activité industrielle aux usines de Dujiangyan et Jiangyou. »

Lafarge réalise une émission obligataire de 1,5 milliard d'euros (Extrait du Communiqué de presse du 20 mai 2008)

« Lafarge a réalisé une émission obligataire de 1,5 milliard en Euro, en deux tranches :

-Première tranche : € 750 millions, d'une durée de 3 ans, coupon annuel de 5,750%

-Deuxième tranche : € 750 millions, d'une durée de 7 ans, coupon annuel de 6,125%.

Lafarge, dont la dette à long terme est notée Baa2 par Moody's et BBB par Standard & Poor's, a procédé le 19 mai à une émission obligataire libellée en euros et structurée en deux tranches.

Les investisseurs ont accueilli très favorablement cette double opération, l'importance et la qualité de la demande (livre d'ordres de 3,1 milliards d'euros pour la tranche à 3 ans, et de 2,5 milliards d'euros à 7 ans) ayant permis à la transaction d'être finalisée à des marges de sortie au plus bas des fourchettes initiales, respectivement à mid-swaps + 125 et 170 points de base.

Cette opération a permis à Lafarge de profiter de conditions d'émission qui se sont très sensiblement améliorées au cours des dernières semaines, et contribue au refinancement partiel de la dette bancaire mise en place pour le financement de l'acquisition d'Orascom Cement fin 2007.

Les obligations ont été placées auprès d'une base d'investisseurs diversifiée, principalement en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

HSBC, Natixis, The Royal Bank of Scotland et Société Générale sont les chefs de file de cette émission obligataire. »

Autre information

En avril 2008, le Président du Venezuela, Hugo Chavez, a annoncé la nationalisation des entreprises privées du secteur cimentier. Le décret de nationalisation précise que l'Etat vénézuélien détiendra une participation minimum de 60% du capital des sociétés cimentières après rachat des actions actuellement détenues par les différents groupes étrangers.

Lafarge est présent au Venezuela essentiellement au travers de sa filiale majoritaire CA Fabrica Nacional de Cementos SACA dont la contribution au chiffre d'affaires du Groupe en 2007 était de 0,7%. Le Groupe est actuellement en discussions avec le gouvernement vénézuélien pour trouver une solution dans l'intérêt des deux parties et qui préserve nos collaborateurs.

Lafarge considère que la nationalisation de ses opérations au Venezuela aurait un impact limité sur les résultats de ses opérations, sur les flux de trésorerie ainsi que sur sa situation financière consolidée, en ligne avec le poids de ces activités dans l'ensemble du groupe.

4.2 Résultats opérationnels (non audités)

Résultats du premier trimestre au 31 mars 2008 (Communiqué de presse du 7 mai 2008)

« RESULTATS EN FORTE HAUSSE AU 1ER TRIMESTRE

- RESULTAT NET EN PROGRESSION DE 49% HORS PLUS-VALUES DE CESSION 2007 (1)
- RESULTATS DANS LES MARCHES EMERGENTS EN HAUSSE DE 70%

CHIFFRES CLES EN FORTE HAUSSE

<ul style="list-style-type: none"> • Chiffre d'affaires + 8% à 4 000 M€ • Résultat d'exploitation courant + 48% à 512 M€ • Marge opérationnelle en forte hausse à 12,8% contre 9,3% en 2007 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat net part du Groupe (hors plus-values 2007(1)) + 49% à 150 M€ • Résultat net par action (hors plus-values 2007 (1)) +36% à 0,79€
---	---

(1) Cessions au 1er trimestre 2007 de l'activité Toiture et de nos activités Ciment et Granulats & Béton en Anatolie Centrale, Turquie.

FAITS MARQUANTS DU GROUPE POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2008

- Forte contribution des marchés émergents, très bien orientés dans l'ensemble et qui affichent une hausse de 70% du résultat d'exploitation courant au premier trimestre.
- Croissance de nos résultats dans les marchés développés, malgré le ralentissement aux Etats-Unis et en Espagne.
- Très forte réduction des coûts, qui produit des résultats dans tous les pays et toutes les activités.
- L'acquisition d'Orascom Cement, effective depuis le 23 janvier 2008, contribue à ces résultats en forte croissance. La fusion avec Orascom Cement progresse vite et bien.
- Le bilan du Groupe à fin mars reflète le financement de l'acquisition d'Orascom.

PERSPECTIVES 2008

- Lafarge maintient sa vision positive de ses marchés pour l'année 2008.
- Les fondamentaux du secteur restent solides et Lafarge est bien armé pour faire la différence en 2008. Les besoins en construction et en infrastructures des marchés émergents restent considérables. Lafarge s'attend à une nouvelle croissance de la demande mondiale de Ciment, portée par la croissance dans les marchés émergents, et ceci malgré la faiblesse de la demande aux Etats-Unis et le ralentissement en Espagne.
- Lafarge prévoit une nouvelle année de croissance de l'activité Granulats & Béton, et notamment une forte progression dans les marchés émergents.
- Lafarge anticipe de nouvelles hausses des coûts d'énergie et de transport.
- Le programme de réductions de coûts continuera à générer des économies significatives en 2008. L'objectif initial de 340 M€ sera dépassé et devrait atteindre 400 M€ fin 2008.
- Lafarge attend une nouvelle progression de ses résultats en 2008, étape significative dans la réalisation de ses objectifs 2010 de résultat net par action supérieur à 15€, de rentabilité des capitaux engagés après impôts supérieure à 12% et de Cash Flow Libre supérieur à 3,5 Mds€. »

Les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document constituent soit des tendances soit des objectifs que le Groupe estime reposer sur des hypothèses raisonnables mais qui ne sauraient en aucun cas constituer des prévisions de résultat. Ces informations sont en effet soumises à de nombreux risques et incertitudes tels que ceux décrits en chapitre 2 du Document de référence. Ces risques étant difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de la Société, ils peuvent avoir une incidence sur la réalisation des performances futures du Groupe qui peuvent ainsi être amenées à différer sensiblement des objectifs et tendances exprimées dans ce document.

« COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2008

En M€	1ER TRIMESTRE		
	2007	2008	Variation
Chiffre d'affaires	3 695	4 000	+8%
Résultat d'exploitation courant	345	512	+48%
Marge opérationnelle en %	9,3%	12,8%	+350pb
Résultat net part du Groupe	362	150	-
Hors plus-values exceptionnelles (1)	101	150	+49%
Résultat net par action en €	2,07	0,79	-
Hors plus-values exceptionnelles(1)	0,58	0,79	+36%
Marge brute d'autofinancement	208	391	+88%
Dette nette consolidée	8 440	16 135	+91%

(1) Hors effet, en 2007, des cessions de l'activité Toiture et de nos activités Ciment et Granulats & Bétons en Anatolie Centrale, Turquie, pour 261 M€.

RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT AU 31 MARS 2008

En M€	1ER TRIMESTRE		
	2007	2008	Variation
Ciment	298	469	+ 57%
Granulats & Béton	18	26	+ 44%
Plâtre	46	20	-57 %
Autres	(17)	(3)	
TOTAL	345	512	+ 48 %

FAITS MARQUANTS PAR ACTIVITE

CIMENT

- Chiffre d'affaires en hausse : +16% à 2 554 M€ (+9% à périmètre et taux de change constants).
- Résultat d'exploitation courant en forte hausse : +57% à 469 M€ (+32% à périmètre et taux de change constants).
- Croissance solide dans les marchés émergents, qui représentent 75% des résultats de l'activité avec une progression particulièrement remarquable en Europe Centrale et de l'Est et en Asie ainsi que la contribution des opérations d'Orascom Cement.
- Tendances très favorables des prix, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie.
- Impact positif du programme de réduction de coûts dans toutes les régions.
- Bonne résistance de nos opérations en Amérique du Nord malgré la baisse des volumes aux Etats-Unis.
- Solide contribution des opérations d'Orascom Cement, consolidées depuis fin janvier 2008.

GRANULATS & BETON

- Chiffre d'affaires en légère baisse : -3% à 1 234 M€.
- Résultat d'exploitation courant en hausse : +44% à 26 M€.
- Hausse du résultat d'exploitation soutenue par la hausse des prix et la réduction des coûts, et ceci malgré la baisse des volumes au 1er trimestre due au ralentissement aux Etats-Unis et aux mauvaises conditions climatiques sur certains marchés.
- Poursuite du développement des bétons à valeur ajoutée, qui représentent 23% des volumes au premier trimestre 2008, contre 20% sur la même période en 2007.

PLATRE

- Chiffre d'affaires en retrait : -4% à 398 M€
- Résultat d'exploitation courant en baisse : -57% à 20 M€, affecté par la baisse du marché résidentiel aux Etats-Unis.
- Sur les autres marchés, les hausses de prix permettent de compenser la hausse des coûts de l'énergie.

INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS

- Les investissements de maintien sont stables à 165 millions d'euros au premier trimestre 2008.
- Les investissements de développement, visant à accroître nos capacités de production, se sont élevés à 244 millions d'euros. Ils ont porté notamment sur la construction de nouvelles capacités cimentières au Maroc, en Chine, en Zambie, en Indonésie, en Inde, en Equateur, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, au Chili, au Cameroun, en Russie et en Pologne ainsi que dans les pays d'Orascom Cement.
- Les acquisitions sont essentiellement constituées de l'acquisition d'Orascom Cement, effective au 23 janvier 2008. Le prix d'acquisition total s'élève à 8,3 milliards d'euros, et a été financé par l'émission de 22,5 millions d'actions pour 2,5 milliards d'euros et par une ligne de crédit syndiquée.
- Les cessions ont représenté 21 millions d'euros, contre 2 345 millions d'euros en 2007 (cession en 2007 de l'activité Toiture et des activités Ciment, Granulats & Béton en Anatolie Centrale, Turquie).

CESSION DE LA PARTICIPATION DANS LAFARGE TITAN EN EGYPTTE

Lafarge a annoncé hier la cession à Titan de sa participation de 50% dans Lafarge Titan en Egypte, pour 330 millions d'euros (incluant une dette d'environ 20 millions d'euros). »

Résultats du premier trimestre au 31 mars 2008 (Analyse des résultats – non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation courant ainsi qu'aux volumes vendus comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Synthèse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Au premier trimestre 2008, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 8,3% par rapport à 2007, à 4 000 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a bénéficié d'une croissance solide sur les marchés émergents et d'une tendance positive des prix qui ont plus que compensé le ralentissement observé sur certains marchés développés comme les Etats-Unis et l'Espagne. La croissance organique du chiffre d'affaires s'est établie à 5,2% pour le trimestre. La consolidation des activités d'Orascom,

essentiellement dans le ciment, depuis fin janvier, a par ailleurs contribué très positivement à la croissance du chiffre d'affaires (effet net des variations du périmètre de consolidation : 8,0%). L'impact des variations de change a été défavorable (-4,9%), essentiellement en raison de la dépréciation du dollar américain, de la livre britannique et du rand sud-africain vis-à-vis de l'euro.

Au cours de la même période, le résultat d'exploitation courant a progressé de 48,4% (26,6% à périmètre et taux de change constants), essentiellement grâce à un contrôle rigoureux des coûts, une croissance solide sur les marchés émergents, un équilibre favorable de l'offre et de la demande pour nos principaux produits et l'impact de la consolidation des activités d'Orascom. La forte amélioration des résultats dans nos activités Ciment et Granulats & Béton a largement compensé le repli du résultat d'exploitation courant dans le Plâtre, affecté par la baisse du secteur résidentiel aux Etats-Unis.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

(million d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2008	2007		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	2 554	2 195	+ 16,4%	+ 8,9%
Résultat d'exploitation courant	469	298	+ 57,4%	+ 31,9%

La branche Ciment a enregistré une nette amélioration du résultat d'exploitation courant, bénéficiant d'une solide croissance sur les marchés émergents, des efforts de réduction des coûts et d'un équilibre globalement favorable de l'offre et de la demande. La consolidation des activités cimentières d'Orascom a par ailleurs renforcé cette bonne performance.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : €682 millions à fin mars 2008 (€710 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant : €132 millions à fin mars 2008 (€121 millions en 2007)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique est demeuré quasiment stable (- 0,7%) tandis que le résultat d'exploitation courant a progressé de 10,0% par rapport à 2007. La bonne orientation du marché français, un contrôle rigoureux des coûts dans tous les pays ainsi que des hausses de prix pour compenser les tensions inflationnistes, notamment sur les coûts d'énergie, ont contribué à cette amélioration. Ces facteurs ont plus que compensé le déclin des volumes en Espagne, consécutif à un ralentissement du marché résidentiel, en Grèce, où la correction par rapport aux niveaux record antérieurs était attendue, et au Royaume-Uni, affecté par des conditions climatiques moins clémentes et un secteur résidentiel en baisse.

AMÉRIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : €266 millions à fin mars 2008 (€316 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant : €-17 millions à fin mars 2008 (€-19 millions en 2007)

Au premier trimestre, le résultat d'exploitation courant est resté quasiment inchangé grâce à une solide maîtrise des coûts, une réduction des importations et la bonne tenue des prix qui ont atténué l'impact de la baisse des volumes. Aux Etats-Unis, le ralentissement du secteur résidentiel et, dans

une moindre mesure, des conditions climatiques défavorables sur le trimestre ont entraîné une baisse des volumes de 14,7% tandis qu'au Canada, ils ont progressé de 6,8%.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Chiffre d'affaires : € 1 606 millions à fin mars 2008 (€ 1 169 millions en 2007)
Résultat d'exploitation courant : €354 millions à fin mars 2008 (€196 millions en 2007)

Sur les marchés émergents, le chiffre d'affaires a progressé de 37,4%, à la faveur d'une forte croissance sur la plupart de ces marchés qui ont connu un dynamisme soutenu de la demande et un équilibre globalement favorable de l'offre et de la demande, mais aussi grâce à l'impact de l'acquisition d'Orascom Cement. Dans toutes ces régions, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance à deux chiffres à périmètre et taux de change constants. Le résultat d'exploitation courant a augmenté de 80,6% à 354 millions d'euros, reflétant les bonnes performances de toutes nos régions, notamment l'Europe centrale et de l'Est, l'Amérique latine et l'Asie, ainsi que l'impact de la consolidation des activités d'Orascom Cement.

Au Moyen-Orient, où les tendances de marchés restent très soutenues, le chiffre d'affaires domestique à périmètre et taux de change constants s'est sensiblement accru (hausse de 16,3%), bénéficiant d'une évolution favorable des volumes et de hausses de prix. Ces hausses sont intervenues dans un contexte de flambée des coûts de l'énergie, notamment en Jordanie et en Egypte, de sorte que le résultat d'exploitation courant de nos activités historiques est resté stable comparé à l'année dernière. L'acquisition d'Orascom Cement a eu un impact fortement positif sur les résultats, la demande et les prix étant restés soutenus sur les marchés clés, notamment en Egypte.

L'Europe centrale et de l'Est, à la faveur d'un dynamisme soutenu du marché, a enregistré une nouvelle amélioration du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant, malgré des performances déjà record au premier trimestre 2007. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique a progressé de 35,3% et le résultat d'exploitation courant a doublé sur le trimestre. Ces excellents résultats reflètent une demande vigoureuse dans tous les secteurs de la construction, associée à des hausses de prix, notamment en Russie, ainsi qu'une remarquable performance opérationnelle.

En Amérique latine, le chiffre d'affaires domestique a crû de 18,0% à périmètre et taux de change constants. Les volumes et les prix ont progressé dans la plupart des pays sous l'impulsion de bonnes tendances de marché. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant pour la région a augmenté de 52,1%, essentiellement grâce à un rebond des prix au Brésil au cours du dernier trimestre 2007, dans un contexte de forte croissance du marché.

En Afrique, le chiffre d'affaires a crû fortement, sous l'effet de l'acquisition d'Orascom et d'une bonne évolution sur nos autres marchés importants (chiffre d'affaires domestique en hausse de 13,3% à périmètre et taux de change constants). Une demande vigoureuse et une bonne orientation des prix dans un contexte d'équilibre tendu entre l'offre et la demande ont permis une hausse des résultats de 50,6% (23,7% à périmètre et taux de change constants), malgré la flambée des coûts de l'énergie dans la plupart des pays. L'Afrique du Sud et le Maroc ont été de forts contributeurs sous l'effet conjugué de conditions de marché favorables, de solides performances industrielles et d'une maîtrise des coûts efficace. Les marchés kényan et ougandais ont été freinés en janvier et en février par la situation post-électorale au Kenya.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant ont respectivement crû de 14,1% et de 42,9%, à périmètre et taux de change constants. Cette progression s'explique par une forte croissance des volumes dans la plupart des pays, combinée à des hausses de prix et à un contrôle strict des coûts dans toute la région. En Chine, malgré des conditions climatiques exceptionnellement difficiles (qui ont entraîné un report des volumes sur les trimestres suivants) et le renchérissement de l'énergie, la bonne orientation des prix et la fermeture des lignes en voie humide

ont contribué à accroître les bénéfices. En Corée du Sud, les résultats se sont améliorés sous l'effet d'un contrôle rigoureux des coûts. L'Inde a aussi nettement contribué à une amélioration des résultats de la région, grâce à une évolution favorable du marché, aux bonnes performances des installations et à un contrôle étroit des coûts.

Granulats et béton

(million d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2008	2007		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	1 234	1 278	- 3,4%	- 0,6%
Résultat d'exploitation courant	26	18	+ 44,4%	+ 39,4%

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires: €536 millions à fin mars 2008 (€562 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant: €-17 millions à fin mars 2008 (€-18 millions en 2007)

Les tendances favorables de prix et un contrôle des coûts rigoureux ont permis de compenser la baisse des volumes, principalement imputable au ralentissement aux Etats-Unis et à des conditions climatiques moins clémentes sur certains grands marchés.

En Europe occidentale, la bonne orientation des prix et un strict contrôle des coûts ont compensé l'impact de conditions climatiques défavorables en France et du ralentissement du marché en Espagne.

En Amérique du Nord, les efforts de maîtrise des coûts et les hausses de prix ont compensé l'effet du ralentissement du marché aux Etats-Unis et des mauvaises conditions climatiques, notamment au Canada.

Dans le reste du monde, les résultats sont en hausse par rapport à un premier trimestre 2007 déjà très dynamique, portés par les hausses de prix et la maîtrise des coûts.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : €796 millions à la fin mars 2008 (€815 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant : €43 millions à la fin mars 2008 (€36 millions en 2007)

La progression du résultat d'exploitation courant tient à la bonne tenue des prix, à un accroissement des produits à valeur ajoutée et à un contrôle rigoureux des coûts, malgré la baisse des volumes.

En Europe occidentale, la maîtrise des coûts et l'évolution favorable des prix ont compensé le ralentissement de la demande en Espagne, ainsi que la détérioration du marché en Grèce et des conditions climatiques défavorables dans certains pays.

En Amérique du Nord, les hausses de prix et une gestion rigoureuse des coûts ont plus que compensé le ralentissement aux Etats-Unis et de sévères conditions climatiques, en particulier au Canada.

Dans le reste du monde, nous avons bénéficié d'une forte croissance en Europe centrale et de l'Est et en Amérique latine qui a quasiment compensé la morosité de l'Afrique du Sud. Dans l'ensemble, une

bonne évolution des prix et un contrôle rigoureux des coûts ont conduit à une amélioration des résultats.

Plâtre

(million d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2008	2007		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	398	415	- 4.1%	+ 0.4%
Résultat d'exploitation courant	20	46	- 56.5%	- 54.2%

Les résultats de la branche Plâtre ont été affectés par le ralentissement aux Etats-Unis où les volumes et les prix ont reculé tout au long de l'année dernière. Dans les autres régions, les augmentations de prix ont en grande partie atténué la forte augmentation des coûts de l'énergie et du transport.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : €240 millions à la fin mars 2008 (€238 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant : €27 millions à la fin mars 2008 (€28 millions en 2007)

L'évolution favorable du marché en France a compensé un certain ralentissement dans le secteur résidentiel au Royaume-Uni et en Allemagne. Le résultat d'exploitation courant du trimestre a été affecté par des coûts exceptionnels de démarrage de notre nouvelle usine au Royaume-Uni et le renchérissement de l'énergie.

AMÉRIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : €48 millions à la fin mars 2008 (€79 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant : €-15 millions à la fin mars 2008 (€9 millions en 2007)

Malgré l'amélioration de notre position en termes de coût de production grâce à l'ouverture de nos nouvelles capacités, le résultat d'exploitation courant a été sévèrement impacté par l'évolution défavorable des conditions de marché qui ont entraîné une baisse des prix par rapport au premier trimestre de l'année dernière. Il convient de noter que le résultat d'exploitation courant intègre, comme par le passé et pour tous les pays, la répartition des frais de siège de Lafarge.

AUTRES PAYS

Chiffre d'affaires : €110 millions à la fin mars 2008 (€98 millions en 2007)

Résultat d'exploitation courant : €8 millions à la fin mars 2008 (€9 millions en 2007)

Dans les autres pays, le résultat s'est amélioré principalement en Roumanie, en Asie et en Turquie. Cette amélioration a été partiellement compensée par les frais exceptionnels de démarrage liés à notre nouvelle usine en Ukraine et par des conditions de marché défavorables en Australie.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation : €-25 millions (€108 millions au premier trimestre 2007)

Les plus-values nettes de cession s'élevaient à 2 millions d'euros contre 148 millions d'euros en 2007 réalisés sur la vente de notre participation dans une joint-venture opérant en Turquie en février 2007.

Les autres charges d'exploitation s'élevaient à 27 millions d'euros contre 40 millions d'euros en 2007 et sont principalement liées à des coûts de sinistres industriels.

Frais financiers : €190 millions (€148 millions au premier trimestre 2007)

Les charges financières au titre de la dette nette ont augmenté de 42%, passant de 129 millions d'euros à 183 millions d'euros. Cette augmentation est principalement liée à l'acquisition des activités d'Orascom le 23 janvier. Une partie de cette acquisition a été financée par la mise en place d'une ligne de crédit garantie par trois banques avant l'opération. La syndication de cette ligne de crédit a été finalisée en février 2008.

Le taux d'intérêt moyen sur l'endettement brut a été de 5,3% au cours du premier trimestre 2008 contre 5,8% au premier trimestre 2007, évolution favorable due au poids des tirages à taux variable à court terme dans le cadre de la ligne de crédit mise en place pour l'acquisition d'Orascom. Cette dette, d'une maturité moyenne de trois ans, sera progressivement refinancée par des émissions à moyen et long termes.

Les variations de change ont eu un impact positif de 23 millions d'euros (perte de 7 millions d'euros en 2007) reflétant essentiellement des gains sur des positions de trésorerie détenues en euros dans des filiales étrangères.

Les autres charges financières ont augmenté à 30 millions d'euros, contre 12 millions d'euros au premier trimestre 2007. Cette augmentation s'explique principalement par les frais liés à l'acquisition d'Orascom.

Quote-part de résultat des entreprises associées : €-16 millions (€12 millions au premier trimestre 2007)

Notre participation de 35% dans la nouvelle société mise en équivalence opérant dans la Toiture a engendré une contribution négative de 28 millions d'euros, contre une perte de 3 millions d'euros au premier trimestre 2007, la cession de notre part majoritaire n'ayant pris effet qu'à la fin février. Comme au quatrième trimestre 2007, la contribution de l'entité Toiture est affectée par le caractère saisonnier habituel de l'activité, le ralentissement des marchés aux Etats-Unis et en Allemagne, ainsi que par des coûts de financement élevés.

Impôt sur les bénéfices : €62 millions (€51 millions au premier trimestre 2007)

Le taux d'imposition effectif ressort à 22% contre 16% en 2007. Le taux modéré en 2007 reflétait la faible taxation de la plus-value de cession de nos actifs turcs. En 2008, notre taux d'imposition effectif a été réduit du fait de l'acquisition d'Orascom, qui bénéficie d'exonérations fiscales dans plusieurs pays (impact de -5% sur le taux d'imposition effectif du Groupe). Les mesures récurrentes d'optimisation fiscale ont également contribué positivement à réduire ce taux d'imposition.

Résultat net des activités cédées ou en cours de cession : €0 million (€131 millions au premier trimestre 2007)

En 2007, conformément aux règles IFRS, par suite de sa cession le 28 février 2007, la branche Toiture a été présentée jusqu'à cette date en tant qu'activité cédée dans le compte de résultat du Groupe. La plus-value de cession nette d'impôt, réalisée en 2007, figure également dans cette rubrique.

En 2008, aucun actif n'a été classé en activité cédée ou en cours de cession.

Intérêts minoritaires : €69 millions (€35 millions au premier trimestre 2007)

L'augmentation des intérêts minoritaires s'explique essentiellement par l'impact des changements de périmètre de consolidation, notamment des activités égyptiennes et irakiennes d'Orascom. L'amélioration des résultats au Maroc, en Roumanie, en Russie et en Serbie a été compensée par l'impact du rachat d'intérêts minoritaires dans Heracles Cement.

Résultat net part du Groupe : €150 millions (€362 millions au premier trimestre 2007)

Hors effet des plus-values de cession nettes des actifs turcs et de la branche Toiture au premier trimestre 2007, le résultat net pour le premier trimestre a augmenté de 49% (ou 49 millions d'euros), reflétant essentiellement l'amélioration des performances opérationnelles.

L'acquisition d'Orascom a eu un impact positif sur le résultat net après déduction des frais financiers associés, nets d'impôts.

Résultat net par action : €0,79 (€2,07 au premier trimestre 2007)

Hors effet des cessions de la branche Toiture et des actifs turcs, le résultat par action a progressé de 36,2% sur le trimestre par rapport à l'année dernière, en raison principalement de l'amélioration des performances opérationnelles. Le nombre moyen d'actions en circulation au cours du premier trimestre 2008 était de 189,0 millions contre 174,9 millions pour la même période en 2007. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'impact, à compter du 23 janvier, de l'augmentation de capital réservée dans le cadre de l'acquisition des activités d'Orascom. Cet impact a été légèrement atténué par le plein effet du rachat d'actions réalisé entre mars et septembre 2007 (4 millions d'actions au total).

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation au premier trimestre sont en amélioration de 34 millions d'euros à -13 millions d'euros (-47 millions d'euros au 31 mars 2007).

Par rapport à l'année dernière, ces flux de trésorerie, traditionnellement négatifs au cours du premier trimestre, sont restés stables par rapport à 2007.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement s'établissent à 6 109 millions d'euros (contre des flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement de 1 664 millions d'euros au premier trimestre 2007).

Les opérations de croissance externe reflètent essentiellement l'acquisition d'Orascom Cement le 23 janvier. Le prix d'acquisition de 8,3 milliards d'euros (avant déduction de la trésorerie acquise et incluant le rachat d'une participation supplémentaire de 50% dans Grupo GLA à l'ancien partenaire d'Orascom) a été financé via l'émission de 22,5 millions d'actions pour 2,5 milliards d'euros et une ligne de crédit syndiquée à court terme. En conformité avec les règles comptables, cette augmentation de capital est considérée comme une opération sans contrepartie de trésorerie et, à ce titre, n'est pas reflétée dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Les investissements de maintien sont restés stables, à 165 millions d'euros (166 millions d'euros au premier trimestre 2007).

Les investissements de développement interne ont augmenté de 79%, à 244 millions d'euros (136 millions d'euros au premier trimestre 2007), reflétant principalement l'accélération de notre programme de développement interne dans le ciment. Ces dépenses comprennent, en particulier, plusieurs grands projets dans le ciment, comme l'extension de nos capacités dans l'Est de l'Inde (16 millions

d'euros), en Afrique du Sud (14 millions d'euros), en Chine (13 millions d'euros), en Equateur (12 millions d'euros), au Maroc (10 millions d'euros), aux Etats-Unis (8 millions d'euros), en Pologne (7 millions d'euros), en Egypte (5 millions d'euros), en Russie (5 millions d'euros), au Cameroun (3 millions d'euros), en Zambie (2 millions d'euros), au Chili (2 millions euros), ou la reconstruction de notre cimenterie d'Aceh en Indonésie (5 millions d'euros) ainsi que les investissements dans les nouvelles capacités d'Orascom Cement (45 millions d'euros).

Les cessions, d'un montant de 21 millions d'euros (2 345 millions d'euros au premier trimestre 2007, constituées essentiellement de la vente de notre branche Toiture à PAI Partners pour 2,1 milliards d'euros), sont en grande partie liées à la vente de petits équipements et de terrains dans nos activités Ciment et Granulats & Béton.

Bilan

Au 31 mars 2008, les fonds propres s'établissent à 13 963 millions d'euros (12 077 millions d'euros au 31 décembre 2007) et **l'endettement net à 16 135 millions d'euros** (8 685 millions d'euros au 31 décembre 2007).

L'augmentation des fonds propres est essentiellement due à l'impact de l'augmentation de capital réservée liée à l'acquisition d'Orascom Cement (2,5 milliards d'euros), partiellement compensée par l'impact négatif, sans incidence sur la trésorerie, de la conversion des actifs de nos filiales étrangères en euros, compte tenu de l'appréciation notable de l'euro face à la plupart des devises entre le 31 décembre 2007 et le 31 mars 2008 (impact négatif de 1,2 milliard d'euros sur nos fonds propres).

L'augmentation de 7 450 millions d'euros de l'endettement net s'explique principalement par le financement d'une partie de l'acquisition des opérations d'Orascom Cement ainsi que par la reprise de leur dette nette à la date d'acquisition qui s'élevait à 1,5 milliard d'euros.

4.7 Information sur les tendances

Les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce Document de référence constituent soit des tendances soit des objectifs que le Groupe estime reposer sur des hypothèses raisonnables mais qui ne sauraient en aucun cas constituer des prévisions de résultat. Ces informations sont en effet soumises à de nombreux risques et incertitudes tels que ceux décrits en chapitre 2. Ces risques étant difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de la Société, ils peuvent avoir une incidence sur la réalisation des performances futures du Groupe qui peuvent ainsi être amenées à différer sensiblement des objectifs et tendances exprimées dans ce Document de référence.

5 ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION, ET SALARIES

5.1 Le Conseil d'administration

Assemblée générale des actionnaires (Extrait du Communiqué de presse du 7 mai 2008)

« L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de Lafarge, réunie à Paris le 7 mai 2008 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes de l'exercice 2007.

Le Groupe a rappelé que 2007 avait été une nouvelle année de forte croissance des résultats, marquée par le dépassement avec un an d'avance de la plupart des objectifs fixés dans le cadre du plan stratégique Excellence 2008, par le lancement du programme « Ambitions Développement Durable 2012 » et par l'annonce de l'acquisition d'Orascom Cement.

L'Assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende de 4€ par action, soit une hausse de 33% par rapport à 2007. Le versement du dividende interviendra le 26 mai prochain.

L'Assemblée générale a par ailleurs nommé trois nouveaux administrateurs, Gérald Frère, Jérôme Guiraud et Michel Rollier en remplacement, respectivement d'Alain Joly, Michael Blakenham et Jacques Lefèvre.

Gérald Frère est Administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert.

Il a rejoint l'entreprise familiale, le groupe Frère-Bourgeois (Belgique), en 1972. Il siège au Conseil d'Administration du Groupe Bruxelles Lambert depuis 1982, en a été nommé Administrateur délégué en 1993 et préside depuis lors le Comité Permanent.

Il exerce en outre le mandat de Président du Conseil d'Administration de la Compagnie Nationale à Portefeuille S.A. (CNP) et de TVI S.A. (RTL Belgium). Agé de 57 ans, il est également Régent de la Banque Nationale de Belgique, Vice-Président du Conseil d'administration de Pargesa Holding S.A (Suisse), et Administrateur de Corporation Financière Power (Canada) et de Suez-Tractebel S.A (Belgique).

Jérôme Guiraud est Administrateur d'Orascom Construction Industries.

Il a commencé sa carrière au sein des services de l'Ambassade de France à Zagreb (Croatie), avant d'intégrer, en 1986, l'Inspection générale, le corps d'audit interne du Groupe Société Générale. A partir de 1993, il a occupé les fonctions de Directeur général adjoint de la succursale espagnole de la Société Générale puis de co-responsable Equity Corporate Finance pour la région Europe de l'Est/Moyen Orient/Afrique chez SG Securities à Londres. En 2000, il est devenu Administrateur Directeur général de la NSGB (National Société Générale Bank) et en 2004, Président du Directoire de la Société Générale Marocaine de Banques à Casablanca. Il a rejoint le Groupe Orascom en 2008. Jérôme Guiraud, 47 ans, est diplômé de HEC.

Michel Rollier est gérant associé commandité de Michelin.

Il a débuté sa carrière en 1971 chez Aussedat-Rey (Groupe International Paper), dont il a successivement occupé les fonctions de contrôleur de gestion, Directeur d'unité opérationnelle, Directeur financier puis enfin de Directeur général adjoint en 1994. En 1996, il a rejoint Michelin comme Directeur du service juridique et Directeur des opérations financières du groupe, dont il est devenu membre du Comité Exécutif en 1999. Michel Rollier, 63 ans, Sciences-Po Paris, est diplômé en droit. »

Autre information

MM. Gérald Frère et Jérôme Guiraud détiennent chacun respectivement 1 143 actions Lafarge.

M. Michel Rollier détient 1 200 actions Lafarge. Il est considéré comme un administrateur indépendant par le Conseil d'administration de Lafarge.

Suite à l'assemblée générale du 7 mai 2008, le Conseil d'administration est composé de 10 administrateurs indépendants sur 18 au regard des critères définis par le Conseil.

La composition des comités du Conseil a été modifiée à la suite des nominations de nouveaux administrateurs successivement par les assemblées générales du 18 janvier 2008 et du 7 mai 2008. La composition des différents comités du Conseil au 7 mai 2008 est la suivante :

Comité des Comptes et des Questions Financières

Mme H. Ploix, Présidente
 M. J-P. Boisivon
 M. M. Bon
 M. J. Guiraud
 M. J. Gallardo
 M. M. Rollier
 M. T. de Rudder

Comité du Gouvernement d'Entreprise et des Nominations

M. O. Fanjul, Président
 M. P. Dauman
 M. G. Frère
 M. J. Gallardo
 M. M. Pébereau
 M. M. Rollier

Comité des Rémunérations

M. O. Fanjul, Président
 M. P. Charrier
 M. J. Gallardo
 M. M. Pébereau
 M. T. de Rudder
 M. N. Sawiris

Comité Stratégie et Développement

M. M. Pébereau, Président
 M. M. Bon
 M. P. Charrier
 M. P. Dauman
 M. P. Desmarais jr
 M. P. de Lafarge
 M. N. Sawiris

5.2 La Direction du Groupe

Nomination de Sara Ravella au poste de Directeur de la Communication et au Comité Exécutif du Groupe Lafarge (Extrait du Communiqué de presse du 4 juin 2008)

« Lafarge annonce la nomination de Sara Ravella au poste de Directeur de la Communication. Sara Ravella rejoint également le Comité Exécutif du Groupe.

Sara Ravella, 37 ans, est diplômée en économie de l'Université Bocconi de Milan (Italie) et de la London School of Economics (Royaume-Uni). Elle a rejoint Lafarge en 2003 en tant que Directeur Organisation, Développement et Formation du Groupe au sein de la Direction des Ressources Humaines. A ce titre, elle a créé l'Université Lafarge et accompagné les changements d'organisation du Groupe. Elle a commencé sa carrière au sein de l'Organisation des Nations Unies à Genève. Elle a ensuite occupé des fonctions internationales en stratégie, accompagnement du changement, développement des ressources humaines et des organisations auprès de plusieurs entreprises privées dont STMicroelectronics et Rhodia. »

Autre information

Monsieur Michel Rose, Directeur général délégué, a fait valoir ses droits à la retraite avec effet au 30 avril 2008, ce qui met fin à son mandat social ainsi qu'à sa participation au Comité Exécutif à cette date.

5.7 Participation des salariés au capital

Entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2008, 162 493 options de souscription et 15 128 options d'achat d'actions ont été exercées. Le détail plan par plan des options exercées sur cette période figure ci-dessous.

Options de souscription

Date d'attribution	Options restantes au 31/12/2007	Exercices en 2008	Options restantes au 30/06/2008
26-mai-98	24 015	18 407	0*
15-déc-99	591 136	16 739	574 397
13-déc-01	897 904	15 346	882 558
28-mai-02	366 295	3 558	362 737
11-déc-02	290 194	13 601	276 593
10-déc-03	1 055 091	64 742	990 349
14-déc-04	671 000	0	671 000
16-déc-05	1 253 510	30 100	1 223 410
24-mai-06	663 225	0	663 225
24-mai-06	150 000	0	150 000
15-juin-07	540 050	0	540 050
26-mars-08	0	0	708 700
TOTAL	6 502 420	162 493	7 043 019

* Ce plan est venu à échéance le 26 mai 2008.

Options d'achat

Date d'attribution	Options restantes au 31/12/2007	Exercices en 2008	Options restantes au 30/06/2008
10-déc-98	42 649	5 813	36 836
13-déc-00	253 586	9 315	244 271
28-mai-01	12 754	0	12 754
TOTAL	308 989	15 128	293 861

6 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Le tableau ci-dessous récapitule, à la connaissance de la Société, ses principaux actionnaires au 7 mai 2008 :

Actionnariat au 7 mai 2008

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Groupe Bruxelles Lambert	36 456 458	18,7	45 926 820	21,0
NNS Holding Sàrl	25 533 963*	13,1	25 533 963*	11,7
Autres institutionnels**	112 786 925	57,8	121 156 056	55,3
Actionnaires individuels**	19 897 439	10,2	25 796 015	11,8
Auto-détention	496 403	0,2	496 403	0,2
Total	195 171 188	100	218 909 257	100

* dont 1 143 actions (et droits de vote correspondants) détenues par M Nassef Sawiris au titre de son mandat d'administrateur de Lafarge SA, conformément aux statuts.

** estimation.

Suite à la réalisation de l'augmentation de capital de 22 500 000 titres lui étant réservée le 27 mars 2008, la société NNS Holding S.à.r.l., holding de la famille Sawiris, a déclaré détenir, à la date du 2 avril 2008, 25 532 820 actions et droits de vote de Lafarge S.A., soit 13,08% du capital et 12,15% des droits de vote. NNS Holding S.à.r.l. a déclaré vouloir soutenir la Direction de Lafarge dans cadre du développement de la Société, ne pas agir de concert avec un tiers (sauf avec Monsieur Nassef Sawiris) et ne pas avoir l'intention de déposer une offre publique sur les actions de Lafarge dans les douze prochains mois.

NNS Holding S.à.r.l. a également précisé qu'aux termes de la convention intervenue entre Lafarge et NNS Holding S.à.r.l. en date du 9 décembre 2007, cette dernière s'est engagée pendant la durée de ladite convention (dix ans) à ne pas agir de concert avec un tiers (à l'exception de Monsieur Nassef Sawiris, des membres de sa famille et des entités qui leur sont liées)..

En outre, NNS Holding Sàrl a fait part des intentions suivantes pour les douze prochains mois :

- NNS Holding S.à.r.l. s'est engagé auprès de Lafarge à ne pas acquérir, en sus des 22 500 000 actions de Lafarge souscrites le 27 mars 2008, de titres de Lafarge représentant plus de 5,5% du capital de la Société pendant une période d'un an débutant le 27 mars 2008, plus de 1% du capital de la Société au cours de chacune des trois années suivantes, et plus de 8,5% du capital de Lafarge au total pendant cette période de quatre ans, soit au total 20% du capital de Lafarge. Toutefois, dans le cas où Lafarge ou un tiers déclarerait que ce tiers détient plus de 20% du capital de la société NNS Holding S.à.r.l. et les personnes qui lui sont liées seraient en droit d'augmenter leur participation à ce niveau ;
- Aux termes de la convention susvisée, Lafarge s'est engagé à soumettre à son assemblée générale la nomination, en qualité d'administrateurs, de deux personnes désignées par NNS Holding S.à.r.l. Dans ce cadre, Monsieur Nassef Sawiris a été nommé en qualité d'administrateur de Lafarge par l'assemblée générale de la société réunie le 18 janvier 2008. En outre, sur proposition de NNS Holding S.à.r.l., le conseil d'administration de Lafarge soumettra à l'assemblée générale de ses actionnaires convoquée pour le 7 mai 2008, une résolution visant la nomination en qualité d'administrateur de Monsieur Jérôme Guiraud.*

Au cours de l'exercice 2006, le Groupe Bruxelles Lambert a déclaré à plusieurs reprises avoir, vis-à-vis de Lafarge au cours des douze mois à venir, l'intention de ne pas agir de concert avec un tiers, se

réserver la possibilité de faire évoluer sa participation au gré des opportunités de marché, ne pas avoir l'intention de prendre le contrôle de Lafarge S.A. ni de solliciter la nomination de représentants de son groupe au sein du Conseil d'Administration de Lafarge.

Le Groupe Bruxelles Lambert n'a fait aucune déclaration d'intention lors de franchissements de seuils intervenus sur l'exercice 2007.

A la date du 22 avril 2008, le Groupe Bruxelles Lambert a déclaré détenir 36 301 458 actions et 45 771 820 droits de vote de Lafarge S.A., soit 18,60% du capital et 20,88% des droits de vote. Dans cette même déclaration, le Groupe Bruxelles Lambert a déclaré, au cours des douze mois à venir, ne pas agir de concert avec un tiers, d'envisager de procéder à des acquisitions supplémentaires au gré des opportunités de marché, ne pas avoir l'intention de prendre le contrôle de Lafarge S.A. ni de solliciter la nomination d'autres représentants au Conseil d'Administration de Lafarge que ceux nommés le 18 janvier 2008 et le 7 mai 2008.

Par ailleurs, depuis le 7 mai 2008 le Groupe Bruxelles Lambert a déclaré détenir 37 144 146 actions, soit 19% du capital, à la date du 26 juin 2008.

* M. Jérôme Guiraud a été nommé administrateur lors de l'assemblée générale annuelle de Lafarge du 7 mai 2008.

8 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1 Capital social

Au 30 juin 2008, le capital social de Lafarge S.A. est de 780 908 272 euros divisé en 195 227 068 actions.

10 LE CONTROLE

10.1 Commissaires aux comptes

La société Auditex a été nommée commissaire aux comptes suppléant en remplacement de Monsieur Stéphane Marie lors de l'Assemblée générale annuelle de Lafarge du 7 mai 2008.

ETATS FINANCIERS AU 31 MARS 2008 (NON AUDITES)

Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2008	2007	2007
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>			
Produits des activités ordinaires	4 000	3 695	17 614
Coût des biens vendus	(3 086)	(2 928)	(12 700)
Frais administratifs et commerciaux	(402)	(422)	(1 672)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	512	345	3 242
Plus- (moins-) values de cession	2	148	196
Autres produits (charges) d'exploitation	(27)	(40)	(149)
Résultat d'exploitation	487	453	3 289
Charges financières	(236)	(190)	(652)
Produits financiers	46	42	126
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(16)	12	-
Résultat avant impôts des activités poursuivies	281	317	2 763
Impôts	(62)	(51)	(725)
Résultat net des activités poursuivies	219	266	2 038
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	-	131	118
Résultat net de l'ensemble consolidé	219	397	2 156
<i>Dont:</i>			
Part du Groupe	150	362	1 909
Intérêts minoritaires	69	35	247
Résultats nets par action (euros)			
Part du Groupe			
-résultat par action de base	0,79	2,07	11,05
-résultat par action dilué	0,79	2,04	10,91
Des activités poursuivies			
-résultat par action de base	0,79	1,32	10,37
-résultat par action dilué	0,79	1,30	10,24
Des activités cédées ou en cours de cession			
-résultat par action de base	-	0,75	0,68
-résultat par action dilué	-	0,74	0,67
Nombre moyen d'actions (milliers)	189 039	174 863	172 718

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

Bilan consolidé

(millions d'euros)

	Au 31 Mars		Au 31 décembre
	2008	2007	2007
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	30 375	20 543	21 490
Goodwill	13 843	7 456	7 471
Immobilisations incorporelles	447	407	472
Immobilisations corporelles	14 041	11 247	11 904
Participations dans des entreprises associées	312	343	331
Autres actifs financiers	1 530	819	1 096
Instruments dérivés actifs	19	69	5
Impôts différés actifs	183	202	211
ACTIF COURANT	7 366	7 017	6 818
Stocks et travaux en cours	1 959	1 650	1 761
Clients	2 539	2 679	2 515
Autres débiteurs	1 324	1 196	1 061
Instruments dérivés actifs	232	48	52
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 312	1 444	1 429
TOTAL ACTIF	37 741	27 560	28 308
PASSIF			
Capital	781	708	691
Primes	8 434	6 446	6 019
Actions propres	(48)	(402)	(55)
Réserves et résultat consolidés	4 561	3 385	4 411
Autres réserves	26	39	36
Ecart de conversion	(1 199)	117	(104)
Capitaux propres part du Groupe	12 555	10 293	10 998
Intérêts minoritaires	1 408	1 356	1 079
CAPITAUX PROPRES	13 963	11 649	12 077
PASSIF NON COURANT	16 046	10 581	10 720
Impôts différés passifs	784	565	695
Provision avantages du personnel	709	925	724
Provisions	900	984	928
Passifs financiers	13 640	8 097	8 347
Instruments dérivés passifs	13	10	26
PASSIF COURANT	7 732	5 330	5 511
Provision avantages du personnel	55	88	79
Provisions	179	113	201
Fournisseurs	1 696	1 503	1 732
Autres créditeurs	1 630	1 538	1 553
Impôts à payer	127	194	148
Passifs financiers	3 985	1 874	1 762
Instruments dérivés passifs	60	20	36
TOTAL PASSIF	37 741	27 560	28 308

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	3 mois		31 décembre
	2008	2007	2007
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat de l'ensemble consolidé	219	397	2 156
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		131	118
Résultat net des activités poursuivies	219	266	2 038
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>			
Amortissements des immobilisations	253	230	941
Pertes de valeur des actifs	1	3	13
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	16	(12)	-
(Plus)- et moins- valeur de cession	(2)	(148)	(196)
(Produits) charges financiers	190	148	526
Impôts	62	51	725
Autres, nets	6	(96)	(238)
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers	(404)	(229)	(79)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	341	213	3 730
Intérêts reçus/payés	(198)	(165)	(478)
Impôts sur les bénéfices payés	(156)	(69)	(550)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(13)	(21)	2 702
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités cédées ou en cours de cession		(26)	(26)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(13)	(47)	2 676
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(434)	(357)	(2 113)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ^{(1) / (4)}	(5 682)	(91)	(604)
Investissement dans les entreprises associées	-	(221)	(225)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente ⁽³⁾	-	(3)	(228)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	21	2 345	2 492
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(14)	6	(10)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(6 109)	1 679	(688)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités cédées ou en cours de cession		(15)	(15)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(6 109)	1 664	(703)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital ⁽⁴⁾	5	17	76
Part des minoritaires dans les augmentations / (diminutions) de capital des filiales	-	4	(23)
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	7	(330)	(505)
Dividendes versés	-	-	(521)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(14)	(5)	(131)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	5 482	70	1 279
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(284)	(1 165)	(2 239)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	891	45	359
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	6 087	(1 364)	(1 705)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités cédées ou en cours de cession		41	41
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	6 087	(1 323)	(1 664)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2008	2007	2007
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(35)	294	309
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie	(82)	(5)	(35)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 429	1 155	1 155
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 312	1 444	1 429
(1) <i>Dont trésorerie des entreprises acquises</i>	236	4	10
(2) <i>Dont trésorerie des entreprises cédées</i>	-	16	16
(3) <i>Un montant de 386 millions d'euros, correspondant à la partie actuellement non consolidée des filiales d'Orascom Cement et comprenant notamment Grupo GLA, présenté au bilan en "autres actifs financiers", est classé en "acquisition de titres d'entreprises consolidées". Grupo GLA sera consolidée à partir du 1er avril 2008, date effective de prise de contrôle par le Groupe.</i>			
(4) <i>Le prix d'acquisition provisoire d'Orascom Cement de 8 101 millions d'euros est présenté sur la ligne "acquisition de titres d'entreprises consolidées" net de l'augmentation de capital souscrite par les principaux actionnaires fondateurs d'OCI dans le cadre de cette acquisition (2 492 millions d'euros). En effet, cette émission d'actions est considérée comme une opération sans contrepartie de trésorerie et, à ce titre, n'est pas reflétée sur la ligne "augmentation de capital". Cf note 3.</i>			
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(129)	(46)	(201)
(Augmentation) diminution des clients	(108)	(31)	126
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(10)	(24)	5
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(76)	(85)	131
Augmentation (diminution) des autres créiteurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(81)	(43)	(140)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau de variation des capitaux propres

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecarts de conversion	Capitaux propres - Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde 1er janvier 2007	176 625 142	1 372 260	707	6 420	(72)	3 023	31	205	10 314	1 380	11 694
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	8	(88)	(80)	(7)	(87)
Résultat net de l'ensemble consolidé						362			362	35	397
<i>Total des produits et charges comptabilisés</i>	-	-	-	-	-	362	8	(88)	282	28	310
Dividendes versés									-	(17)	(17)
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	211 000		1	16					17		17
Paievements fondés sur des actions				10					10		10
Actions propres		2 884 000			(330)				(330)		(330)
Autres mouvements intérêts minoritaires									-	(35)	(35)
Solde au 31 mars 2007	176 836 142	4 256 260	708	6 446	(402)	3 385	39	117	10 293	1 356	11 649
Solde 1er janvier 2008	172 564 575	657 233	691	6 019	(55)	4 411	36	(104)	10 998	1 079	12 077
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	(10)	(1 095)	(1 105)	(81)	(1 186)
Résultat net de l'ensemble consolidé						150			150	69	219
<i>Total des produits et charges comptabilisés</i>	-	-	-	-	-	150	(10)	(1 095)	(955)	(12)	(967)
Dividendes versés									-	(9)	(9)
Augmentation de capital réservée	22 500 000		90	2 402					2 492		2 492
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	73 840			5					5		5
Paievements fondés sur des actions				8					8		8
Actions propres		(63 503)			7				7		7
Autres mouvements intérêts minoritaires									-	350	350
Solde au 31 mars 2008	195 138 415	593 730	781	8 434	(48)	4 561	26	(1 199)	12 555	1 408	13 963

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

Etat consolidé des produits et charges comptabilisés

	31 mars 2008			31 mars 2007			31 décembre 2007		
	Part Groupe	Part Minoritaires	Total	Part Groupe	Part Minoritaires	Total	Part Groupe	Part Minoritaires	Total
<i>(millions d'euros)</i>									
Résultat net de l'ensemble consolidé	150	69	219	362	35	397	1 909	247	2 156
Actifs financiers disponibles à la vente	(25)		(25)	(1)	-	(1)	(29)		(29)
Couverture des flux de trésorerie	18		18	20	-	20	12		12
Gains et pertes actuariels	-		-	(4)	(2)	(6)	34	(1)	33
Impôts différés et autres variations	(3)		(3)	(7)	-	(7)	(12)		(12)
Variation des écarts de conversion	(1 095)	(81)	(1 176)	(88)	(5)	(93)	(309)	(45)	(354)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(1 105)	(81)	(1 186)	(80)	(7)	(87)	(304)	(46)	(350)
Total des produits et charges comptabilisés	(955)	(12)	(967)	282	28	310	1 605	201	1 806

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est « Lafarge ». La Société a été créée en 1884 sous le nom de « J. et A. Pavin de Lafarge ». Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes « Lafarge S.A. » et « la société mère », utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes « Groupe » ou « Lafarge » font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 mai 2008.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 31 mars 2008 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire – et selon les principes comptables appliqués par le Groupe au 31 décembre 2007. Ces principes comptables sont présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2007 et sont conformes aux International Financial Reporting Standards (« IFRS ») en vigueur dans l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

Les interprétations, présentées ci-après, d'application obligatoire en 2008 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union Européenne seront sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe:

- IFRIC 12, Concessions
- IFRIC 13, Programme de fidélisation des clients
- IFRIC 14 IAS 19, Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2008.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

Note 3. Principales opérations de la période

3.1 – Acquisition Orascom

Le Groupe a acquis le 23 janvier 2008, 100% du capital social et des droits de vote d'Orascom Building Materials Holding S.A.E. (« Orascom Cement »). Orascom Cement est un leader cimentier des marchés émergents, avec une position de numéro un sur les marchés d'Egypte, d'Algérie, des Emirats arabes unis et d'Irak, et des positions stratégiques dans d'autres marchés en croissance de la région : Arabie Saoudite, Syrie et Turquie.

Les actifs nets provisoires acquis et le goodwill provisoire sont détaillés ci-après :

(millions d'euros)

Prix d'acquisition provisoire	8 101
Juste valeur provisoire des actifs nets acquis	(996)
Goodwill provisoire au 31 mars 2008	<u>7 105</u>

Le prix d'acquisition est déterminé de manière provisoire et peut encore faire l'objet d'ajustement compte tenu des termes du contrat d'acquisition signé entre Lafarge et les actionnaires d'Orascom Cement.

Le prix d'acquisition provisoire au 31 mars 2008 est déterminé comme suit :

- Prix payé en numéraire aux actionnaires d'Orascom Cement : 5 554 millions d'euros à fin mars 2008 intégrant l'effet provisoire des mécanismes contractuels d'ajustement de prix et à l'exclusion du prix payé au titre de Grupo GLA dont l'acquisition n'est effective qu'au 1^{er} avril 2008
- Juste valeur des 22 500 000 actions nouvelles émises au profit des principaux actionnaires fondateurs d'OCI, déterminée sur la base du cours de l'action Lafarge à la date d'acquisition (cours de clôture de marché : 110,76 euros par action) : 2 492,1 millions d'euros
- Coûts provisoires directement attribuables à l'acquisition : 55 millions d'euros

Seuls la partie du prix payé en numéraire et les coûts provisoires directement attribuables à l'acquisition sont reflétés dans le tableau des flux de trésorerie consolidés sur la ligne « acquisition de titres d'entreprises consolidées ». En effet, l'augmentation de capital est considérée comme une opération sans contrepartie de trésorerie et, à ce titre, n'est pas reflétée dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Le goodwill représente principalement des parts de marché et des synergies attendues notamment en termes de performance industrielle et de réseau logistique qui ne peuvent pas être reconnues séparément.

Pour la période du 23 janvier 2008 au 31 mars 2008, la contribution d'Orascom Cement aux produits des activités ordinaires du Groupe est de 245 millions d'euros et de 47 millions d'euros au résultat net (part du Groupe).

Le tableau ci-dessous présente les produits des activités ordinaires, le résultat net et les principaux soldes intermédiaires d'activité et de financement du Groupe si l'acquisition avait été réalisée au 1^{er} janvier 2008 (les montants ont été déterminés en considérant que les ajustements de juste valeur déterminés au 23 janvier 2008 auraient été identiques au 1^{er} janvier 2008) :

(millions d'euros)	Période du 1er janvier 2008 au 31 mars 2008 (3 mois)
Produits des activités ordinaires	4 051
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	538
Résultat d'exploitation	513
Résultat financier	(211)
Résultat net de l'ensemble consolidé - part du Groupe	149
Résultat net par action de base (part du Groupe)	0,77

La juste valeur provisoire des actifs et passifs liés à cette acquisition est présentée dans le tableau ci-après :

<i>(millions d'euros)</i>	Juste valeur	Valeur comptable chez l'acquis (1)
Immobilisations incorporelles	1	18
Immobilisations corporelles	2 798	2 058
Stocks et travaux en-cours	180	175
Clients	8	8
Autres actifs	336	342
Trésorerie et équivalents de trésorerie	230	230
Provisions	(14)	(7)
Passifs financiers	(1 732)	(1 732)
Fournisseurs	(106)	(106)
Autres passifs	(340)	(218)
Intérêts minoritaires	(365)	(221)
Total actif net acquis	<u>996</u>	<u>547</u>
Prix d'acquisition versé en numéraire	5 554	5 554
Prix d'acquisition versé en actions	2 492	2 492
Coûts d'acquisition	55	55
Prix d'acquisition provisoire	<u>8 101</u>	<u>8 101</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(230)	(230)
Trésorerie décaissée au titre de l'opération	<u>7 871</u>	<u>7 871</u>

(1) correspond à la valeur comptable des actifs et passifs avant l'acquisition des filiales d'Orascom cement consolidées au 31 mars 2008 (excluant notamment Grupo GLA).
Les données des filiales étrangères ont été converties en € au taux du 23 janvier 2008

Note 4. Information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique

Un secteur d'activité est un sous-ensemble d'une entreprise qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité.

Le Groupe est organisé autour de trois branches d'activité (Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) gérées séparément, ayant chacune leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque activité exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et des autres produits et services pour l'activité de revêtement routier.
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

La direction évalue la performance des activités à partir du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées et des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur d'activité « Autres ». A partir de 2007, ce secteur inclut également les résultats des mises en équivalence liés à notre participation dans Monier (activité toiture).

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2007.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

Dans la mesure où l'information sectorielle primaire du Groupe est l'information par secteur d'activité comme décrit ci-dessus, l'information sectorielle secondaire est présentée par zone géographique et les ventes sont présentées par région ou pays de destination des produits.

A la suite de l'acquisition des activités d'Orascom Cement au premier trimestre 2008, le Groupe a revu la présentation de son information par zone géographique pour l'ensemble des périodes présentées:

- Les zones Europe occidentale, Amérique du Nord, Europe centrale et de l'est, Amérique latine et Asie sont inchangées par rapport aux présentations précédentes.
- La zone Bassin méditerranéen précédemment présentée devient la zone "Moyen orient" après reclassement de l'Algérie et du Maroc dans la zone "Afrique" qui remplace la zone anciennement dénommée Afrique sub-saharienne.
- Les pays des opérations anciennement Orascom sont classés comme suit:
 - L'Egypte, l'Irak, les Emirats Arabes Unis et la Turquie au Moyen-Orient
 - L'Algérie et le Nigéria en Afrique
 - La Corée du Nord et le Pakistan en Asie
 - L'Espagne en Europe occidentale

(a) Information sectorielle par secteur d'activité

31 mars 2008 <i>(millions d'euros)</i>	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 554	1 234	398	3	4 189
Moins : inter-branche	(180)	(2)	(6)	(1)	(189)
Produits des activités ordinaires	2 374	1 232	392	2	4 000
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	469	26	20	(3)	512
Plus- (moins-) values de cession	2				2
Autres produits (charges) d'exploitation	(15)	(1)	(7)	(4)	(27)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>		(1)			(1)
Résultat d'exploitation	456	25	13	(7)	487
Charges financières					(236)
Produits financiers					46
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5	3	4	(28)	(16)
Impôts					(62)
Résultat net des activités poursuivies					219
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession					-
Résultat net de l'ensemble consolidé					219
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(164)	(62)	(19)	(8)	(253)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	5	2	(8)	(3)	(4)
Investissements industriels	309	87	25	13	434
Capitaux investis	23 759	4 722	1 472	1 059	31 012
Bilan					
Actifs sectoriels	26 896	5 980	1 844	2 159	36 879
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	122	58	107	25	312
Actifs non alloués ^(a)					862
Total actif					37 741
Passifs sectoriels	2 596	1 087	363	1 248	5 295
Passifs non alloués ^(b)					32 446
Total passif					37 741

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et goodwill provisoire non encore alloué.

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 mars 2007 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 195	1 278	415	3	3 891
Moins : inter-branche	(188)	(2)	(6)	-	(196)
Produits des activités ordinaires	2 007	1 276	409	3	3 695
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	298	18	46	(17)	345
Plus- (moins-) values de cession	147	1	-	-	148
Autres produits (charges) d'exploitation	(28)	(7)	(1)	(4)	(40)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>
Résultat d'exploitation	417	12	45	(21)	453
Charges financières					(190)
Produits financiers					42
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	2	3	10	(3)	12
Impôts					(51)
Résultat net des activités poursuivies					266
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession				131	131
Résultat net de l'ensemble consolidé					397
Autres informations					
Dotations aux amortissements des immobilisations	(144)	(60)	(17)	(9)	(230)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(43)	1	(2)	166	122
Investissements industriels	214	84	50	9	357
Capitaux investis	15 214	4 661	1 542	326	21 743
Bilan					
Actifs sectoriels	17 964	5 325	1 788	2 164	27 241
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>113</i>	<i>43</i>	<i>101</i>	<i>86</i>	<i>343</i>
Actifs non alloués ^(a)					319
Total actif					27 560
Passifs sectoriels	2 300	1 159	351	1 535	5 345
Passifs non alloués ^(b)					22 215
Total passif					27 560

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2007 <i>(millions euros)</i>	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	10 280	6 597	1 581	16	18 474
Moins : inter-branche	(824)	(11)	(25)	-	(860)
Produits des activités ordinaires	9 456	6 586	1 556	16	17 614
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 481	721	116	(76)	3 242
Plus- (moins-) values de cession	156	10	-	30	196
Autres produits (charges) d'exploitation	(128)	(38)	(32)	49	(149)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(9)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(13)</i>
Résultat d'exploitation	2 509	693	84	3	3 289
Charges financières					(652)
Produits financiers					126
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	13	14	19	(46)	-
Impôts					(725)
Résultat net des activités poursuivies					2 038
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession				118	118
Résultat net de l'ensemble consolidé					2 156
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(578)	(258)	(73)	(32)	(941)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(22)	(9)	(15)	56	10
Investissements industriels	1 312	541	201	59	2 113
Capitaux investis	15 399	4 798	1 482	403	22 082
Bilan					
Actifs sectoriels	18 094	6 065	1 854	2 027	28 040
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>115</i>	<i>57</i>	<i>103</i>	<i>56</i>	<i>331</i>
Actifs non alloués ^(a)					268
Total actif					28 308
Passifs sectoriels	2 334	1 205	368	1 458	5 365
Passifs non alloués ^(b)					22 943
Total passif					28 308

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs , passifs financiers , instruments financiers et capitaux propres

(b) Information sectorielle par zone géographique

	31 mars 2008			31 mars 2007			31 décembre 2007		
	Produits des activités ordinaires	Investissements industriels	Actifs sectoriels	Produits des activités ordinaires	Investissements industriels	Actifs sectoriels	Produits des activités ordinaires	Investissements industriels	Actifs sectoriels
<i>(millions d'euros)</i>									
Europe occidentale	1 506	93	11 623	1 508	92	10 530	6 285	606	10 872
<i>dont :</i>									
<i>France</i>	686	40	4 028	656	38	3 164	2 676	264	3 628
<i>Espagne</i>	182	7	1 345	185	9	1 023	703	47	994
<i>Royaume-Uni</i>	311	30	2 581	338	26	3 076	1 487	196	2 707
Amérique du Nord	655	82	6 536	771	116	7 167	4 780	485	7 177
<i>dont :</i>									
<i>Etats-Unis</i>	381	48	4 962	515	93	6 081	2 709	336	5 324
<i>Canada</i>	274	34	1 574	256	23	1 086	2 071	149	1 853
Moyen Orient	269	54	5 686	111	9	973	527	78	878
Europe centrale et de l'est	318	53	2 067	243	42	1 636	1 467	290	1 992
Amérique latine	233	28	1 759	206	9	1 456	876	114	1 502
Afrique	551	68	5 441	449	44	1 878	1 911	261	1 904
Asie	468	56	3 767	407	45	3 601	1 768	279	3 715
Total	4 000	434	36 879	3 695	357	27 241	17 614	2 113	28 040

Note 5. Impôts sur les bénéfiques

La charge d'impôt de la période arrêtée au 31 Mars 2008 est calculée comme précisé en Note 2. Elle s'analyse comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2008	2007	2007
Impôts courants	54	41	575
Impôts différés	8	10	150
Impôts	62	51	725

Note 6. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action des activités poursuivies pour les périodes closes les 31 Mars 2008 et 2007 et pour le 31 décembre 2007 est présenté ci-dessous :

	3 mois		31 décembre
	2008	2007	2007
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat des activités poursuivies, part du Groupe	150	231	1 791
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	189 039	174 863	172 718
Effet dilutif des stock-options	1 607	2 157	2 256
Nombre total d'actions potentielles dilutives	1 607	2 157	2 256
Nombre moyen d'actions - dilué	190 646	177 020	174 974
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	0,79	1,32	10,37
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	0,79	1,30	10,24

Note 7. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	31 mars		31 décembre
	2008	2007	2007
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	13 525	7 891	8 025
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	115	206	322
Passifs financiers, part à plus d'un an	13 640	8 097	8 347
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	3 630	1 763	1 614
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	355	111	148
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 985	1 874	1 762
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	17 155	9 654	9 639
Total options de vente octroyées aux minoritaires	470	317	470
Total passifs financiers	17 625	9 971	10 109

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	31 mars		31 décembre
	2008	2007	2007
A plus de cinq ans	4 315	4 572	4 305
A plus d'un an et moins de cinq ans	9 210	3 319	3 720
Part à plus d'un an	13 525	7 891	8 025
Part à moins d'un an	3 630	1 763	1 614
Total	17 155	9 654	9 639

Au 31 mars 2008, 1 770 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an (essentiellement des billets de trésorerie et des financements court terme) ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés au bilan en passif non courant dans la rubrique « Passifs financiers ». La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en « augmentation des passifs financiers à plus d'un an » si elle est positive et en « remboursements des passifs financiers à plus d'un an » si elle est négative. La variation nette de ces passifs est de +577 millions d'euros au 31 mars 2008 (-1 088 millions d'euros au 31 mars 2007 et -1 161 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Financement de l'acquisition des titres d'Orascom Cement

Lafarge S.A. a mis en place avec Calyon, BNP-Paribas et Morgan Stanley une ligne d'acquisition de 7,2 milliards d'euros le 9 décembre 2007 pour assurer le financement de la part « cash » de l'acquisition des titres d'Orascom Cement et le refinancement partiel de sa dette.

Cette ligne, composée de plusieurs tranches de maturité 1 an pour 1,8 milliard d'euros, de 2 ans pour 2,3 milliards d'euros, et de 5 ans pour 3,1 milliards d'euros, a été syndiquée en février 2008 auprès de 30 banques.

A la suite de l'achat des titres d'Orascom Cement intervenu en janvier 2008, le montant des tirages sur cette ligne d'acquisition s'élève à 6 668 millions d'euros au 31 mars 2008, couvrant à la fois la part « cash » de l'acquisition des titres et le refinancement partiel de la dette existante.

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2008 à 5,3% (5,8% au 31 mars 2007, 5,8% au 31 décembre 2007).

Programmes de cession de créances (titrisation)

En janvier 2000, le Groupe a conclu en France des programmes pluriannuels de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le programme a été reconduit en 2005 pour une période de 5 ans.

Dans le cadre de ces contrats, les filiales ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.

Le poste « Clients » comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 265 millions d'euros au 31 mars 2008 (265 millions d'euros au 31 mars 2007 et 265 millions d'euros au 31 décembre 2007).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 230 millions d'euros au titre de ces programmes au 31 mars 2008 (230 millions d'euros au 31 mars 2007 et 230 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Les programmes font l'objet de dépôts subordonnés s'élevant à 35 millions d'euros au 31 mars 2008 (35 millions d'euros au 31 mars 2007 et 35 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Le Groupe ne détient pas de titres des véhicules de titrisation.

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque européenne de reconstruction et de développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 506 millions d'euros en valeur 31 mars 2008 (506 millions d'euros au 31 décembre 2007).

En 2008 et 2009, une partie de ces options est exerçable pour des montants respectifs, en valeur 31 mars 2008, de 170 millions d'euros et 268 millions d'euros. Le solde, soit 68 millions d'euros, est exerçable à partir de 2010.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 470 millions d'euros au 31 mars 2008 et 470 millions d'euros au 31 décembre 2007, les autres options étant octroyées à des actionnaires d'entreprises associées ou de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 306 millions d'euros au 31 mars 2008 et 306 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Note 8. Dividendes distribués

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre de l'exercice 2006 ainsi que le montant par action au titre de l'exercice 2007 proposé par le Conseil d'administration pour approbation en Assemblée générale ordinaire le 7 mai 2008.

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2007 voté en 2008*	2006 voté en 2007
Dividende total payé (en millions)	784	521
Dividende par action	4,00	3,00
Dividende majoré par action	4,40	3,30

* Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers.

Note 9. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Le 3 décembre 2002, Lafarge a fait l'objet d'une décision de la Commission européenne lui imposant une amende de l'ordre de 250 millions d'euros au motif que certaines de ses filiales auraient participé avec leurs concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge conteste vigoureusement cette décision et a déposé un recours auprès du tribunal de première instance (TPI) à Luxembourg le 14 février 2003. La procédure devant le TPI est désormais close suite à l'audience de plaidoiries qui s'est tenue le 25 janvier 2007 à Luxembourg, et au cours de laquelle Lafarge et la Commission européenne ont présenté leurs arguments respectifs. Il est probable que la décision du TPI sera rendue au cours de l'année 2008. En contrepartie de la fourniture d'une garantie bancaire, aucun paiement n'est exigible avant la décision du TPI.

A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Lafarge Zement estime que le montant de l'amende est disproportionné au regard des faits et a formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Le 15 Août 2007, Lafarge Zement s'est partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt et a en conséquence payé un montant de 16 millions d'euros en date du 2 novembre 2007. La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel n'est pas attendue avant 2009. Aucun paiement ou garantie n'est dû avant la décision du tribunal.

Un montant de 300 millions d'euros a été provisionné dans les comptes clos au 31 décembre 2002 au titre de ces litiges. Des provisions supplémentaires ont été passées dans les comptes clos chaque année depuis 2003 au titre des intérêts courus sur une partie de ces sommes, pour un montant total de 53 millions d'euros au 31 mars 2008. Suite au paiement de 16 millions d'euros par Lafarge Zement le 2 novembre 2007, une reprise sur provision correspondante a été effectuée dans les comptes.

Le 5 décembre 2007, le Bundeskartellamt a notifié à Lafarge Dachsystem son intention de condamner les principales entreprises du secteur de la toiture à des amendes pour avoir enfreint les règles de concurrence en Allemagne. Cette procédure fait suite aux investigations conduites par le Bundeskartellamt en novembre 2006 dans les locaux desdites entreprises. Depuis lors, Lafarge Dachsystem a été cédée à PAI Partners mais Lafarge a consenti une garantie d'indemnisation au titre d'éventuelles amendes susceptibles d'être infligées à Lafarge Dachsystem au titre de cette procédure, et ce dans la mesure où les pratiques concernées étaient en vigueur antérieurement à la date de cession. Une provision de 20 millions euros a été constituée dans les comptes.

Fin 2005, des demandes collectives (class actions) ont été déposées auprès du Tribunal fédéral de l'Etat de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. ainsi que d'autres défendeurs sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane, du fait d'une barge qui aurait provoqué la rupture de la digue du Industrial Canal à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Notre filiale Lafarge North America à l'intention d'opposer une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur les résultats de ces opérations, sur les flux de trésorerie, ainsi que sur sa situation financière.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 10. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées.

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture

A la suite de l'acquisition d'Orascom Cement, nous avons conclu le 8 février 2008 un accord en vue de l'acquisition des 50% non détenus par Orascom Cement dans le capital de Grupo GLA en Espagne. L'acquisition a été finalisée le 1er avril 2008.

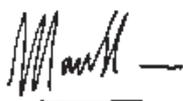
Le 6 mai 2008, nous avons cédé à Titan notre participation de 50% dans Lafarge Titan en Egypte pour 330 millions d'euros (incluant une dette d'environ 20 millions d'euros).

ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2007 sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des commissaires aux comptes, Deloitte & Associés et Ernst & Young Audit, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent qu'ils ont procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence et de l'actualisation.

Paris, le 15 juillet 2008



Jean-Jacques Gauthier
Directeur général adjoint Groupe Finance



Bruno Lafont
Président-Directeur Général